

« La réforme du travail a déclenché une guerre dans le “bloc social”. »

Entretien avec Marco Damilano

Directeur de l'hebdomadaire italien *L'Espresso*

PROPOS RECUEILLIS PAR
ANNA BONALUME



Journaliste, auteur de nombreux ouvrages, Marco Damilano est un observateur de la vie politique italienne depuis de nombreuses années.

En 1992, une série d'enquêtes judiciaires a visé la corruption du monde économique et politique en Italie. Quel a été l'impact du scandale Mani Pulite sur l'économie ?

Il n'y a pas eu d'effet direct mais une combinaison de phénomènes. Néanmoins, l'année 1992 est vraiment charnière. Alors que le traité de Maastricht était signé quelques jours plus tôt, l'arrestation le 17 février de l'homme politique Mario Chiesa, lié au parti socialiste de Bettino Craxi, a été une sorte de coup de feu de Sarajevo, le déclenchement d'un tremblement de terre politique et judiciaire qui a pris le nom de Mani Pulite (« mains propres »). Pour l'Italie, 1992 est aussi l'année de la première grande annonce d'austérité publique, baptisée à l'époque « Larmes et Sang » : ce plan financier a conduit le gouvernement, dirigé par Giuliano Amato, à un prélèvement exceptionnel sur les comptes courants des citoyens italiens (de 6 pour 1 000). 1992 est aussi l'année de la sortie du Système monétaire européen (SME) et de la grande dévaluation de la lire : elle perdra

50 % de sa valeur. Cette année-là, les problèmes économiques émergent ; la dette publique atteint le sommet de 105,5 % et n'arrêtera pas de monter.

L'enquête Mani Pulite a fissuré la classe dirigeante politique sur le plan tant éthique qu'économique. Car avec l'Union monétaire mise en place par Maastricht, deux leviers typiques de la politique ont disparu : l'un est la possibilité pour le pouvoir de réaliser une dévaluation de la monnaie pour favoriser les exportations, l'autre est l'endettement public. En rejoignant l'Union monétaire, il est devenu plus difficile de gaspiller de l'argent, alors que les dépenses publiques sont traditionnellement un outil de consensus. La perte de ces leviers a miné la classe politique visée par Mani Pulite.

Quelles mesures économiques ont été prises sous les gouvernements Berlusconi, et quels en ont été les résultats ?

Les résultats ont été très modestes. Le premier gouvernement de Silvio Berlusconi (1994-1995) n'a pas duré car il n'a pas réussi à faire adopter la réforme des retraites. Le ministre du Trésor de l'époque, Lamberto

Dini, est alors devenu en 1995 Premier ministre d'un gouvernement « technique » [composé de spécialistes de la société civile, NDLR]. Le deuxième gouvernement Berlusconi (2001-2006) a commencé par proclamer la nécessité d'une réforme fiscale, qui se résumait dans le slogan politique « Moins d'impôts pour tous ». Quelques mois plus tard, les attentats du 11 Septembre ont totalement changé le scénario mondial, et la réforme fiscale annoncée n'a jamais été réalisée. Ce gouvernement, qui a duré cinq ans, s'est caractérisé par plusieurs promesses non tenues : pas de réforme fiscale, pas de plan pour le Sud, pas de réforme du marché du travail. Sur ce dernier point, Berlusconi a fait face à un conflit de rue avec les syndicats et l'a perdu. Le troisième gouvernement Berlusconi (2008-2011) a livré l'Italie à la plus grave tempête financière, celle de 2011, avec des taux d'intérêt de la dette publique qui sont montés en flèche. Cette crise a entraîné la fin de ce gouvernement dès le 7 novembre.

Dans ces gouvernements, l'homme clé était le ministre de l'Économie Giulio Tremonti : hyper-libéral en 1994, puis garant des intérêts économiques du nord de l'Italie dans le gouvernement 2001-2006, il a été protectionniste en 2008 et très critique vis-à-vis de l'Europe. Pour résumer, avec Berlusconi, trois politiques économiques très différentes se sont succédé, avec des résultats médiocres.

Le gouvernement Renzi (2014-2016) a opéré un virage libéral de la gauche. Les réformes adoptées ont-elles donné des résultats ?

Le *Jobs Act* mis en place en 2015 n'a pas fonctionné. Il s'agissait d'un paquet en deux parties : d'une part, une réforme des règles du marché du travail, dont la fameuse suppression de l'article 18, qui limite les licenciements abusifs ; d'autre part, une disposition unique qui incluait de très fortes déductions fiscales pour les entreprises qui décidaient d'embaucher. Ce deuxième point du *Jobs Act* a fonctionné tant qu'il était en vigueur, mais dès que ce bonus a été terminé pour les entreprises qui avaient embauché, on a constaté que la seule réforme des règles du marché du travail n'allait pas créer de nouveaux emplois. Cela a toujours été le cas, comme Renzi l'a lui-même déclaré. Par ailleurs, le *Jobs Act* a déclenché une guerre dans le « bloc social » de référence de la gauche, c'est-à-dire entre le parti, le gouvernement et le syndicat. Ce conflit a provoqué des fractures, aujourd'hui encore difficiles à réparer, débou-

chant sur une nouvelle direction du parti démocrate, qui a promis de réviser la loi sur l'emploi.

D'un point de vue économique, quelles étaient les propositions du premier gouvernement Conte ?

Les deux réformes les plus importantes ont été, d'une part, celle, très chère à la Ligue, du *quota cento* (« quote-part cent ») : elle permet de prendre sa retraite plus tôt qu'à l'âge de 67 ans, fixé par la réforme Fornero en 2011. La Ligue a demandé et obtenu une modification qui a permis à quelques dizaines de milliers de travailleurs de partir plus tôt. Cette réforme est donc très appréciée par l'électorat d'aujourd'hui, mais le sera beaucoup moins par l'électorat de demain, c'est-à-dire les nouvelles générations. D'autre part, le Mouvement 5 étoiles a approuvé le « revenu de citoyenneté » (*reddito di cittadinanza*), avec des résultats très modestes, de son aveu même.

Jusqu'à il y a deux ans, l'Italie était le seul pays européen à ne disposer d'aucune forme de revenu à l'entrée sur le marché du travail ou pour soutenir les personnes pauvres. Le gouvernement Gentiloni (2016-2018) avait mis au point le revenu d'insertion, qui constituait une forme de soutien aux travailleurs pauvres : le revenu de citoyenneté approuvé par le Mouvement 5 étoiles a récupéré des ressources du revenu d'insertion. Toutefois, l'impression est qu'il existe une certaine confusion entre l'aide à l'entrée dans le monde du travail et le soutien universel aux pauvres. En fin de compte, il faut résoudre cette ambiguïté : le revenu de citoyenneté est un revenu d'insertion dans le monde du travail, mais il n'a pas encore produit de résultats concrets.

Le gouvernement réunissant le Mouvement 5 étoiles et la Ligue étant tombé cet été, quelles mesures urgentes, selon vous, le nouveau gouvernement alliant le M5S et le Parti démocrate devrait-il adopter pour relancer l'économie ?

Il faudrait agir du côté de la croissance : tant que ce problème n'est pas affronté, rien ne pourra être résolu. Le sujet peut être abordé en termes d'investissements, qui devraient être massifs, y compris publics, et naturellement dans un cadre européen. Il faut investir dans le développement de l'économie verte et de l'intelligence artificielle, secteurs où l'Italie est très en retard et dont on ne parle que très peu. Cela doit être aussi l'occasion de réfléchir au temps de travail et aux niveaux des salaires, car ceux-ci ont été très affectés par la crise. ●